

## CONDITIONS DE L'OFFRE POUR LES ENTREPRENEURS

### 1. GÉNÉRALITÉS

- 1.1 L'offre doit respecter les conditions et instructions suivantes. Tout manquement à ces exigences peut entraîner le rejet de l'offre.
- 1.2 « Soumissionnaire » désigne une ou plusieurs personnes, un partenariat, une société ou une entreprise qui ont été présélectionnés et ont présenté un devis quantitatif chiffré conformément à l'appel d'offres.
- 1.3 Tous les destinataires du dossier d'appel d'offres doivent traiter le contenu de ces documents avec la plus stricte confidentialité, qu'ils soumettent une offre ou non.

### 2. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

- 2.1 L'offre doit être présentée sur les formulaires fournis dans le dossier d'appel d'offres, dûment remplis à l'encre ou en caractères d'imprimerie. Le devis quantitatif doit être entièrement chiffré, totalisé, vérifié arithmétiquement et le total général doit correspondre à la somme indiquée dans la lettre de soumission.

Le dossier d'appel d'offres et les documents contractuels doivent être conservés intacts.

Les documents constituant le dossier d'appel d'offres et les documents annexes doivent être signés par le Soumissionnaire ou son représentant légalement autorisé et retournés à l'adresse mentionnée dans l'appel d'offres.

- 2.2 L'offre doit être accompagnée de :

(a) la lettre de soumission et le devis quantitatif, dûment chiffré et résumé.

Tout document manquant peut entraîner le rejet de l'offre.

- 2.3 Les prix doivent être indiqués pour tous les postes du devis quantitatif.

### 3. VISITE DU SITE

Les Soumissionnaires ne peuvent visiter le lieu d'exécution des travaux qu'après avoir reçu l'approbation de la GIZ et doivent obtenir par eux-mêmes toutes les informations nécessaires pour préparer leur offre et conclure un contrat avec la GIZ. Les Soumissionnaires doivent se familiariser avec les obligations du contrat, et notamment avec les caractéristiques du site et de ses environs ainsi qu'avec les conditions hydrologiques et climatiques.

Les Soumissionnaires doivent notamment se familiariser avec :

- (a) les voies d'accès existantes ou autres moyens de communication et d'accès au site, y compris les règlements de police concernés ;
- (b) les terrains disponibles pour le stockage, les ateliers, les sanitaires et les bureaux de chantier ;
- (c) les raccordements existants aux réseaux d'approvisionnement en électricité et en eau pour réaliser la construction ;
- (d) la nature du sol et du sous-sol à excaver, stocker ou évacuer du site.

Les Soumissionnaires doivent également tenir compte des disponibilités locales en main-d'œuvre, locaux d'hébergement sur le site (en cas de besoin), matériaux et autres ressources, ainsi que des exigences techniques et légales locales.

#### **4. MODIFICATIONS/OFFRES SUPPLÉMENTAIRES**

- 4.1 L'offre ne peut comporter que les prix et les déclarations demandés dans le dossier d'appel d'offres et doit être signée par une personne dûment autorisée. Tout ajout, suppression ou modification desdits documents peut entraîner le rejet de l'offre.
- 4.2 Des offres supplémentaires ou propositions de modifications qui, d'un point de vue technique, s'écartent des spécifications de l'ingénieur ou impliquent d'autres conditions de paiement, délais d'exécution ou réserves de prix, ne seront admises qu'en lien avec la soumission de l'offre de base.

Les propositions de modifications et les offres supplémentaires doivent être présentées dans une annexe séparée et doivent être clairement identifiées comme telles.

Les modifications proposées par le Soumissionnaire concernant les prix indiqués ou les déclarations faites ne doivent comporter aucune ambiguïté. Les échantillons et les modèles soumis avec l'offre doivent être clairement identifiés comme faisant partie de l'offre.

#### **5. PRIX**

- 5.1 Tous les prix (prix unitaires, prix forfaitaires, taux de répartition, taux horaires, primes) doivent être indiqués hors taxe (taxe sur le chiffre d'affaires, taxe sur la valeur ajoutée, etc.). Le montant des taxes applicables doit être basé sur le taux appliqué localement et doit figurer en dernière position sur la feuille récapitulative de l'offre.
- 5.2 Toute remise proposée s'applique également à tous les avenants au contrat.
- 5.3 La responsabilité de la GIZ ne sera pas engagée si la banque locale dans le pays bénéficiaire convertit en monnaie locale les paiements adressés à l'Entrepreneur avant de les créditer sur le compte de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur ne peut pas demander le remboursement des frais déduits par la banque en lien avec la conversion et/ou le virement.

## **6. AMBIGUÏTÉS**

Si, de l'avis du Soumissionnaire, le dossier d'appel d'offres contient des ambiguïtés susceptibles d'influencer le calcul des prix, le Soumissionnaire en avertit la GIZ par courriel, courrier ou télécopie dans un délai de 5 jours à compter de la réception du dossier d'appel d'offres et avant de soumettre son offre. Les éclaircissements nécessaires feront l'objet d'une ou plusieurs lettre(s) circulaire(s).

## **7. LETTRE CIRCULAIRE**

7.1 Si la GIZ envoie des lettres circulaires aux Soumissionnaires pendant la période d'adjudication pour commenter, clarifier ou modifier les documents contractuels, ces lettres circulaires deviennent partie intégrante des documents contractuels et sont présumées avoir été prises en compte par les Soumissionnaires pour préparer leur offre.

7.2 Le Soumissionnaire accuse immédiatement réception de toute lettre circulaire auprès de la GIZ. Aucune lettre circulaire ne peut être envoyée dans les 5 jours qui précèdent la date de soumission de l'offre, sauf en cas de report de la date de soumission.

## **8. ENTENTES INTERDITES**

Il est interdit de se mettre d'accord pour restreindre la concurrence, notamment par le biais d'arrangements ou de négociations avec d'autres Soumissionnaires portant sur les éléments suivants :

- soumission ou non-soumission d'une offre,
- prix demandés et marges bénéficiaires,
- accords contraignants portant sur d'autres rémunérations,
- marges sur les coûts de transformation et autres composantes du prix,
- conditions de paiement et de livraison et autres conditions du contrat dans la mesure où elles ont une influence directe ou indirecte sur les prix,
- paiement d'indemnités en cas de non-participation ou de participation limitée à l'appel d'offres et partage des bénéfices.

## **9. SOUS-TRAITANTS**

9.1 Si certaines parties des travaux doivent être exécutées par un ou plusieurs sous-traitants, le Soumissionnaire indique la nature et le champ d'application des composantes des travaux concernées et indique le nom et l'adresse du ou des sous-traitants envisagés.

9.2 Si le Soumissionnaire souhaite faire appel à des sous-traitants pour effectuer tout ou partie des travaux définis aux présentes, il doit obtenir l'autorisation écrite préalable de la GIZ. Cette autorisation peut être retirée à tout moment en cas de récriminations graves. Le Soumissionnaire reste responsable de toutes les prestations exécutées par ses sous-traitants de la même manière que s'il s'agissait de ses propres prestations.

## 10. COENTREPRISES

Les offres soumises par des coentreprises ou autres combinaisons d'offres sont acceptées uniquement si les informations suivantes sont fournies avec l'offre :

- (a) liste des participants à la coentreprise ou à la combinaison d'offres, avec le(s) nom(s) du ou des représentant(s) dûment autorisé(s) ;
- (b) déclaration, signée par les représentants dûment autorisés de tous les participants, désignant le chef de file de leur coentreprise et précisant que les représentants dûment autorisés sont les représentants légaux des participants figurant dans la liste et que tous les participants sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat conclu avec la GIZ.
- (c) éventuelles garanties (bancaires) exigées par les contrats de construction concernés que ledit chef de file est chargé de fournir à la GIZ si son offre est sélectionnée.

## 11. SOUMISSION DE L'OFFRE

- 11.1 L'offre doit être envoyée à l'adresse indiquée dans l'appel d'offres avant l'heure et la date spécifiées.
- 11.2 Les offres reçues après la date et l'heure de soumission ne seront pas prises en considération.

## 12. OUVERTURE DES OFFRES

- 12.1 Les Soumissionnaires ne sont pas autorisés à assister à la séance d'ouverture des offres.
- 12.2 Cette séance est consacrée à l'ouverture et la lecture des offres. Jusqu'à cette séance, toutes les offres reçues sont conservées sous clé, dans leurs enveloppes non ouvertes sur lesquelles ne doit figurer que la date de réception. Pour la séance d'ouverture, la procédure suivante doit être respectée et inscrite dans le procès-verbal de la réunion, en indiquant le lieu, la date et l'heure de l'ouverture :
  - (a) le président de séance s'assure que les enveloppes n'ont pas été décachetées ;
  - (b) les échantillons et modèles éventuellement joints à une offre sont disponibles et dûment identifiés ;
  - (c) les offres sont ouvertes les unes après les autres et les principales parties sont identifiées. Les noms et adresses des Soumissionnaires, le montant final de l'offre ou des différentes parties de celle-ci et les autres spécificités du prix sont lus à haute voix. Les éventuelles propositions de modifications et/ou offres supplémentaires et leur auteur sont annoncées. Aucune autre information sur l'offre n'est mentionnée.

Le procès-verbal est signé par le président et par le secrétaire de séance.

- 12.3 Les offres reçues après l'heure et la date de soumission sont indiquées séparément dans le procès-verbal ou son annexe. L'heure de réception et la raison du retard sont indiquées. Les enveloppes et autres moyens de preuve sont placés en lieu sûr.

- 12.4 Le procès-verbal de la séance d'ouverture ne doit pas être publié.

### **13. ÉVALUATION DES OFFRES**

- 13.1 Les offres suivantes sont exclues de l'évaluation :
- (a) offres reçues après la date et l'heure de soumission ;
  - (b) offres soumises par des Soumissionnaires ayant conclu une entente qui constitue une restriction de la concurrence.
- 13.2 Lors de la sélection des offres à prendre en considération pour l'attribution du marché, seuls les Soumissionnaires qui offrent le niveau de sécurité nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles seront pris en compte. Ceci suppose qu'ils possèdent l'expertise et l'expérience nécessaires, la capacité d'exécuter les travaux, ainsi que les moyens techniques et financiers requis.
- 13.3 Il ne sera pas tenu compte des offres dont les prix sont de toute évidence disproportionnés par rapport aux travaux concernés. Seules seront prises en considération les offres qui présagent d'une bonne exécution et d'une bonne couverture du délai de garantie, en tenant dûment compte du caractère rationnel et économe des opérations de construction et de l'efficacité de la gestion. Une fois ces offres analysées, le marché sera attribué à celle qui semble la plus acceptable sur le plan technique, fonctionnel, environnemental et économique.
- 13.4 Toute erreur de calcul du Soumissionnaire dans le chiffrage du devis quantitatif, dans les additions ou dans le report des sous-totaux dans le résumé ou dans l'offre est corrigée au moment de l'évaluation des offres. Le montant de l'offre est ajusté en conséquence et le Soumissionnaire en est informé. Les prix unitaires figurant dans le devis quantitatif sont réputés être exacts.
- 13.5 Les propositions de modifications et les offres supplémentaires que la GIZ a acceptées ou demandées dans le cadre de la procédure d'appel d'offres sont évaluées selon la même procédure que l'offre de base. Il est possible d'évaluer d'autres propositions de modifications et offres supplémentaires.
- 13.6 La GIZ n'est pas tenue d'accepter l'offre la plus basse ou toute autre offre et n'est pas responsable des dépenses ou des pertes éventuellement supportées par un Soumissionnaire dans le cadre de la préparation de son offre.

### **14. ATTRIBUTION DU CONTRAT**

- 14.1 Une fois que toutes les offres dûment reçues par la GIZ ont été correctement évaluées et comparées, la GIZ attribue le marché au Soumissionnaire le plus performant.
- 14.2 Le Soumissionnaire dont l'offre a été acceptée sera tenu de signer le contrat qui a été remis à tous les Soumissionnaires dans le dossier d'appel d'offres sous la forme d'un modèle de contrat. Seuls les détails techniques peuvent être modifiés et les données manquantes ajoutées. Aucune autre modification de ce modèle de contrat n'est possible, sauf si les parties en conviennent d'un commun accord.

- 14.3 Le Soumissionnaire qui s'est vu attribuer le contrat susmentionné doit immédiatement entamer les procédures nécessaires auprès de sa banque, afin de pouvoir présenter, en temps voulu et au plus tard dans les 21 jours civils suivant la signature dudit contrat, la garantie de restitution d'acompte requise par la GIZ.
- 14.4 Si le Soumissionnaire retenu ne signe pas le contrat (sur la base du modèle de contrat mentionné ci-dessus) dans un délai de 14 jours civils après que la GIZ le lui a demandé, la GIZ peut annuler sa décision d'attribution du marché, sans préjudice des éventuels droits, réclamations ou recours auxquels la GIZ peut prétendre vis-à-vis de ce Soumissionnaire en raison de ce manquement.
- 14.5 Tous les Soumissionnaires qui n'ont pas été retenus seront informés par la GIZ que leurs offres n'ont pas été acceptées.

## **15. ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES**

- 15.1 La procédure d'appel d'offres peut être annulée dans les cas suivants :
- (a) aucune offre correspondant aux conditions de l'appel d'offres n'a été reçue ;
  - (b) les conditions qui ont présidé au lancement de la procédure d'appel d'offres ont changé de manière substantielle ;
  - (c) d'autres raisons graves justifient l'annulation.
- 15.2 La GIZ ou son ingénieur informe rapidement les Soumissionnaires de l'annulation de la procédure d'appel d'offres et des raisons de cette annulation.

- Fin des conditions de l'appel d'offres -